

Schuman Paper
n°809
3 novembre 2025

L'Euro numérique à l'aube d'un nouveau monde monétaire

Patrice CARDOT

PREMIÈRE PARTIE

La BCE a lancé, le 30 octobre, la prochaine étape du [projet d'euro numérique](#). Dans le but d'éclairer les motivations profondes des monnaies numériques des banques centrales (MNBC), souvent mal comprises ou réduites à une simple « modernisation », nous publions une étude détaillée, qui sera disponible en deux parties. Car ces monnaies numériques des banques centrales ne sont pas une innovation technologique parmi d'autres, elles sont le symptôme d'un monde où la souveraineté monétaire se joue désormais sur des échiquiers numériques. La Chine l'a compris en déployant son yuan digital dans dix-huit pays. Les États-Unis tergiversent mais leur dollar reste l'étalon-or. L'Europe hésite encore entre deux futurs : celui d'une puissance monétaire retrouvée ou celui d'un acteur marginalisé, dépendant des choix des autres. Le déploiement de l'euro numérique d'ici 2027 n'est plus une option. C'est une nécessité stratégique à condition de corriger les lacunes actuelles : absence de gouvernance d'urgence, vulnérabilités cyber, silence sur la régulation des acteurs privés. Le temps presse. Cette première partie de l'étude explore cette révolution silencieuse en montrant comment les monnaies numériques de banque centrale redéfinissent les équilibres mondiaux.

1. LES TROIS DIMENSIONS STRATÉGIQUES DES MNBC : MONÉTAIRE, FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE

A. La dimension monétaire : reprendre le contrôle sur la création et la circulation de la monnaie

a) Rétablir la souveraineté monétaire face aux cryptomonnaies et aux stablecoins privés

Depuis l'émergence du Bitcoin en 2009, puis des stablecoins (USDT, USDC) et des projets de monnaies privées (Libra/Diem de Meta, JPM Coin), les États ont perdu une partie de leur monopole sur la création monétaire. En 2025, 10% des Européens détiennent des cryptomonnaies, et les stablecoins représentent 15% des transactions transfrontalières en Asie.

Le risque serait d'aboutir à une désintermédiation des banques centrales, où les citoyens et les entreprises se tournent vers des monnaies privées, échappant au contrôle des États. Par exemple, en 2022, le Salvador a adopté le Bitcoin comme monnaie légale, réduisant la dépendance au dollar... mais au prix d'une volatilité extrême et d'une perte de contrôle monétaire.

Les MNBC permettent de réaffirmer le rôle des banques centrales comme garantes de la stabilité monétaire et d'offrir une alternative publique aux monnaies privées, avec les mêmes avantages (vitesse, coût réduit) mais sans les risques (volatilité, opacité). Ainsi, le yuan digital chinois est conçu pour remplacer les stablecoins (comme USDT) dans les échanges asiatiques, tout en permettant à la PBoC de contrôler chaque transaction.

b) Lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent

Les cryptomonnaies et les stablecoins sont souvent utilisés pour contourner les réglementations financières : 60% des transactions en Bitcoin

en 2023 étaient liées à des activités illégales, selon Chainalysis. Cela pourrait entraîner une fuite des capitaux vers des paradis fiscaux ou des juridictions opaques, affaiblissant les recettes fiscales des États.

Les MNBC assurent une traçabilité intégrale des transactions, permettant de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale. Le yuan digital permet à la Chine de surveiller les flux de capitaux et de bloquer les transactions suspectes en temps réel.

c) Adapter la politique monétaire à l'ère numérique

Avec la disparition progressive du cash (moins de 20% des transactions en Europe en 2025), les banques centrales perdent un outil-clé de transmission de leur politique monétaire car les taux négatifs sont moins efficaces si les citoyens thésaurisent des cryptos. Cela peut amener une perte d'efficacité des outils traditionnels (taux directeurs, QE), limitant la capacité des États à stimuler l'économie en cas de crise.

Les MNBC permettent d'injecter ou de retirer des liquidités sans passer par les banques commerciales, améliorant l'efficacité des politiques monétaires. En cas de récession, la BCE pourrait ainsi créditer directement les comptes en euros numériques des citoyens, contournant les retards des systèmes bancaires traditionnels.

B. La dimension financière : sécuriser le système et réduire les dépendances

a) Réduire la dépendance au dollar et aux systèmes de paiement étrangers

Le dollar domine toujours 60% des réserves mondiales et 80% des transactions commerciales (pétrole, gaz). Les sanctions américaines, comme par exemple l'exclusion de la Russie du système SWIFT en 2022, ont montré que cette dépendance est un risque géopolitique majeur. Il peut en résulter une vulnérabilité aux sanctions tel le gel des réserves russes en dollars, ou aux manipulations des taux de change. La Chine utilise

ainsi le yuan digital pour contourner les restrictions sur le renminbi.

Les MNBC créent une alternative souveraine pour les échanges internationaux. La Chine, par exemple, utilise le yuan digital pour régler ses achats de pétrole iranien, contournant les sanctions américaines. Pour l'Europe, l'euro numérique pourrait être utilisé pour les paiements gaziers avec la Russie ou l'Algérie, réduisant la dépendance au dollar.

b) Limiter les risques systémiques liés aux cryptomonnaies et aux stablecoins

Les stablecoins (comme USDT) et les cryptomonnaies sont sous-régulés et peuvent déclencher des crises financières tel l'effondrement de TerraUSD en 2022 qui a fait perdre 40 milliards \$ en 48 heures. Cela peut aboutir à une contagion des marchés traditionnels ; les banques exposées aux stablecoins pourraient faire faillite, comme Silicon Valley Bank en 2023.

Les MNBC offrent une alternative stable et régulée, limitant l'attrait des actifs spéculatifs. Si l'euro numérique est perçu comme aussi pratique que les stablecoins mais plus sûr, les citoyens et les entreprises l'adopteront massivement.

c) Renforcer la résilience face aux cyberattaques et aux crises financières

Les systèmes de paiement traditionnels (SWIFT, SEPA) sont vulnérables aux cyberattaques, comme l'a montré en 2016 l'attaque sur la Banque centrale du Bangladesh, avec 81 millions de \$ volés ; ils sont sensibles aussi aux pannes systémiques, comme celle de Visa en Europe en 2018. Une paralysie des transactions pourrait avoir des coûts estimés à 0,5% du PIB par jour selon une estimation de la BCE en 2023.

Les MNBC permettent une architecture décentralisée et redondante offrant des nœuds de secours comme en Islande ou aux Canaries ; ou des plans de continuité avec une bascule automatique vers SEPA ou le cash en cas de panne. La Suède, avec

son e-Krona, teste ainsi des systèmes de secours hors ligne pour éviter une paralysie en cas de cyberattaque.

C. La dimension économique : stimuler l'innovation et l'inclusion

a) Moderniser les paiements et réduire les coûts de transaction

Les systèmes de paiement actuels sont lents (2-3 jours pour un virement international) et coûteux (frais de 3-5% pour les transactions transfrontalières). Les PME européennes pourraient perdre 30 milliards € par an en frais bancaires selon une étude Commission européenne de 2024.

Pour y remédier, les MNBC introduisent des paiements instantanés et quasi gratuits, même à l'international.

Avec l'euro numérique, une PME française pourrait payer un fournisseur italien en temps réel et sans frais, contre 2-3 jours et 3% de commission à l'heure actuelle.

b) Lutter contre l'exclusion financière et favoriser l'inclusion

Selon une étude de la [Banque mondiale](#) de 2025, 5% des Européens (soit 20 millions de personnes) n'ont pas accès à un compte bancaire et 15% dépendent du cash, dont l'usage est en déclin. Une fracture numérique pourrait aggraver les inégalités sociales.

Les MNBC assurent un accès universel, même sans smartphone, *via* des cartes prépayées ou des terminaux publics. Ainsi, en Estonie, où 99% des services publics sont numérisés, l'e-Krona pourrait être adoptée par les populations rurales *via* des bornes publiques.

c) Stimuler l'innovation financière et les smart contracts

Un *smart contract* est un programme informatique auto-exécutant qui applique automatiquement les termes d'un contrat lorsque des conditions prédéfinies sont remplies, sans intermédiaire (banque, notaire, juge) par exemple paiements automatiques, subventions publiques, assurances.

Pourquoi est-ce révolutionnaire ?

- Rapidité : exécution en secondes (vs. semaines/mois pour les contrats traditionnels).
- Transparence : le code est public et infalsifiable (technologie blockchain).
- Coûts réduits : 0% de frais d'intermédiaire (vs. 3-5% pour les banques).
- Sécurité : impossible à modifier une fois déployé (sauf bug dans le code).

Risques et limites :

- Erreurs de code : un bug peut bloquer des millions (ex. : le hack du DAO en 2016, 60M\$ volés).
- Cadre juridique flou : qui est responsable en cas de litige ? Mais les tribunaux commencent à trancher
- Dépendance technologique : il nécessite une infrastructure fiable (ex. : blockchain Ethereum).

L'intégration de *smart contracts* dans l'euro numérique permettrait des aides sociales automatiques, des paiements conditionnels et une lutte contre la fraude.

Les fintechs européennes (Revolut, N26) et les géants américains (PayPal, Stripe) dominent l'innovation financière, laissant l'Europe dépendante des acteurs privés. Cela peut conduire à une fuite des talents et des capitaux vers les États-Unis ou la Chine.

Les MNBC permettent d'intégrer des *smart contracts* pour des usages innovants comme, par exemple, des paiements programmables (aides sociales versées automatiquement sous conditions) ou des financements participatifs (levées de fonds pour des

projets verts). Le Brésil, avec son DREX, utilise déjà des *smart contracts* pour automatiser les subventions agricoles.

2. LES MOTIVATIONS PROFONDES : POURQUOI LES ÉTATS SE LANCENT-ILS DANS CETTE COURSE ?

Derrière chaque MNBC, il y a une peur : celle de perdre le contrôle, de devenir dépendant ou de rater le train de l'histoire.

A. La peur de l'effondrement du système monétaire actuel

Cette peur est liée à un déclin du cash et à la montée des cryptomonnaies. En 2025, le cash ne représente plus que 20% des transactions en Europe, contre 50% en 2010. Les banques centrales perdent leur emprise sur la monnaie physique. Sans MNBC, elles risqueraient de devenir obsolètes, remplacées par des acteurs privés (stablecoins, cryptos). Par ailleurs, en 2024, un Européen sur dix détient des cryptos, et 30% des jeunes les utilisent pour des paiements quotidiens. Cela peut amener à une dollarisation numérique, où les citoyens adoptent massivement des actifs privés (USDT, Bitcoin) au détriment des monnaies souveraines. Cependant, les États ont compris que s'ils ne créent pas leur propre monnaie numérique, d'autres le feront à leur place. Et cela ne sera pas bienveillant.

B. La peur de la dépendance géopolitique

Cette peur est associée à une utilisation du dollar comme arme et du yuan digital comme contre-attaque. Les sanctions américaines, comme le gel des réserves russes en 2022, ont ainsi montré que le dollar est à la fois un bouclier et une épée. Par voie de conséquence, des pays comme la Chine, la Russie ou l'Iran cherchent désespérément une alternative. Par exemple, Pékin utilise sa MNBC pour contourner les sanctions (paiements du pétrole avec l'Iran), imposer sa norme en Asie (dix-huit pays partenaires en 2025) ou surveiller les flux de capitaux (lutte contre l'évasion fiscale). La Chine ne veut donc pas seulement une monnaie numérique : elle veut un monde où le dollar

n'est plus le roi. Et l'Europe donne l'impression de regarder, dubitative, sans vraiment choisir son camp.

C. La peur de la spéculation et des crises financières

Il convient de tirer les leçons de 2008. La crise financière a montré que les systèmes bancaires traditionnels sont fragiles. Une nouvelle crise pourrait être amplifiée par les cryptomonnaies et les stablecoins (ex. : effondrement de TerraUSD en 2022). Les MNBC peuvent représenter un filet de sécurité qui offre à la fois une stabilité garantie (contrairement aux cryptos volatiles) et un contrôle des flux (limitation des bulles spéculatives). En cas de krach boursier, une MNBC permettrait aux banques centrales d'injecter des liquidités directement aux citoyens, sans passer par des intermédiaires fragiles. Les MNBC ne sont donc pas une lubie de technocrates. Ce sont des parachutes. Et dans un monde où les crises financières reviennent tous les dix ans, mieux vaut en avoir un.

3. LE GRAND ÉCHIQUIER DES MONNAIES DIGITALES : UNE GUERRE SILENCIEUSE

A. Les monnaies de banque centrale : des armes de conquête économique

Sur l'échiquier mondial, chaque pièce bouge avec une intention stratégique. Voici les joueurs, leurs coups, et ce qu'ils révèlent des ambitions de leurs nations.

La Chine

Pékin ne construit pas une monnaie. Il forge une arme. Le [e-CNY](#) n'est pas un simple outil de paiement. C'est un instrument de puissance, conçu pour contourner les sanctions américaines : en 2024, l'Iran et la Russie ont commencé à régler une partie de leurs échanges énergétiques en yuan digital, échappant ainsi au filet des restrictions dollar. Le pétrole contre des yuans numériques est devenu le nouveau mantra des pays sous embargo. Il s'agit aussi de contrôler les flux de capitaux. Avec une traçabilité absolue, Pékin peut surveiller chaque transaction, lutter contre l'évasion fiscale et même

noter les comportements financiers de ses citoyens (intégration avec le système de crédit social). Il vise à remplacer le dollar en Asie. En 2025, le yuan digital est déjà utilisé dans dix-huit pays, de la Thaïlande au Kazakhstan, en passant par les Émirats arabes unis. Un paiement, une route : la nouvelle « route de la soie » numérique.

Mais cette arme a ses faiblesses comme par exemple une résistance des citoyens. En Chine même, l'adoption est inégale. Les Chinois, habitués au cash et à WeChat Pay, voient d'un mauvais œil cette monnaie traçable à 100%. Ils craignent aussi une dépendance technologique car une cyberattaque majeure sur les serveurs de la Banque populaire de Chine (PBoC) pourrait paralyser le système. Cela constituerait un talon d'Achille numérique. Cette arme conduit enfin à une méfiance internationale. Les partenaires occidentaux de la Chine (comme l'Allemagne) refusent d'adopter le yuan digital, par crainte d'une mainmise pékinoise sur leurs transactions.

Les États-Unis

Contrairement à la Chine, les États-Unis tergiversent. Leur [digital dollar](#), encore à l'état de projet, est freiné par les divisions politiques. Le Congrès, divisé entre Républicains et Démocrates, bloque pour l'instant toute avancée significative. La Fed veut agir, mais le Congrès dit non. Par ailleurs, la puissance des stablecoins privés comme Circle (USDC) ou Tether (USDT) captent déjà une partie du marché des paiements transfrontaliers. Pourquoi créer un digital dollar si le secteur privé le fait déjà ? Enfin, l'hégémonie actuelle du dollar se maintient et « *Si cela marche, ne le répare pas* ». Le billet vert domine toujours 60% des réserves mondiales. Une MNBC américaine pourrait, paradoxalement, affaiblir cette domination en fragmentant le système. Les États-Unis jouent avec le feu. En attendant trop, ils risquent de voir leur monnaie numérique arriver trop tard... et de laisser le champ libre à la Chine.

Les autres joueurs : innovations et prudenances

- Royaume-Uni ([Bitcoin](#)) : Londres mise sur l'innovation financière post-Brexit, mais le projet

reste trop prudent, limité à des tests en sandbox.

- Japon ([Digital Yen](#)) : Tokyo prépare une alternative au yuan digital, mais sans urgence. La prudence est une vertu, mais aussi un risque.
- Suède ([e-Krona](#)) : Stockholm, où le cash a presque disparu, teste une monnaie numérique open-source, avec un anonymat partiel pour les petits paiements. Un modèle pour l'Europe ?
- Brésil ([DREX](#)) : Brasília intègre des *smart contracts* pour les aides sociales, montrant comment une MNBC peut servir l'inclusion financière.

Chaque pays écrit sa propre partition. Mais l'Europe semble encore chercher sa mélodie.

B. Les monnaies privées : les corsaires du XXI^e siècle

Les monnaies numériques ne sont pas seulement l'apanage des États. Les acteurs privés ont leurs pions sur l'échiquier. Et leurs coups sont souvent plus audacieux.

a) Les stablecoins : le cheval de Troie des géants financiers

USDT, USDC, [DAI](#)... Ces trois-là pourraient bien redéfinir la souveraineté monétaire européenne.

- USDT (Tether), c'est 130 millions d'utilisateurs, principalement en Asie du Sud-Est, mais dans une opacité totale. Personne ne sait vraiment quels actifs garantissent ces tokens. Si Tether s'effondre (comme TerraUSD en 2022), c'est une crise systémique qui menace.
- USDC (Circle) est plus transparent, mais contrôlé par des acteurs privés (BlackRock, Coinbase). L'enjeu est qu'une monnaie privée pourrait marginaliser l'euro numérique si l'Europe ne réagit pas.

Les stablecoins sont comme des pieuvres : leurs tentacules s'étendent partout, et avant qu'on s'en rende compte, elles auront étouffé les monnaies souveraines.

b) Les cryptomonnaies : l'anarchie comme système

Bitcoin, Ethereum, Solana... Des monnaies sans maître, ou presque. Leurs atouts sont une certaine résistance à la censure, car impossibles à contrôler pour un État. Elles représentent aussi une innovation financière : DeFi, NFT, *smart contracts*... et donc une révolution en marche. Elles connaissent une adoption croissante : on constate que 10% des Européens détiennent des cryptos.

Mais elles présentent des risques, dont une volatilité extrême : le Bitcoin, c'est -80% en 2022 mais +300% en 2024. Elles sont confrontées à un usage criminel : Ransomware, darknet, blanchiment. Elles ont aussi un fort impact environnemental : le Bitcoin nécessite une forte consommation électrique en Suède.

Les cryptos sont comme le feu : elles peuvent réchauffer une maison ou la réduire en cendres. Tout dépend de qui les maîtrise.

c) Les monnaies de banques privées : le retour des seigneurs féodaux

JPMorgan, Meta, Goldman Sachs... Les banques veulent leur propre monnaie. Et c'est dangereux.

- JPM Coin (JPMorgan) est utilisé pour des transactions interbancaires. C'est une monnaie pour les initiés. Le risque est de créer un système à deux vitesses, où les citoyens n'ont pas accès aux mêmes outils que les entreprises.
- Libra/Diem (Meta). Certes, le projet a avorté, mais l'idée reste : une monnaie privée pour 2,8 milliards d'utilisateurs de Facebook avec en filigrane l'adage qui contrôle la monnaie contrôle le pouvoir.

D'une certaine manière, les banques privées veulent redevenir ce qu'elles étaient au Moyen-Âge : des seigneurs féodaux, maîtrisant à la fois l'économie et le politique. Si l'Union européenne ne régule pas les stablecoins et ne donne pas à l'euro numérique une valeur ajoutée claire (résilience, *smart contracts*), les citoyens et entreprises pourraient préférer les solutions privées.

Cartographie des acteurs (2025)

Type	Exemples	Atouts	Risques	Positionnement de l'euro numérique
Stablecoins	USDT, USDC	Stabilité, adoption massive	Risque systémique, opacité	Régulation stricte, alternative publique
Cryptos	Bitcoin, Ethereum	Résistance à la censure, innovation	Volatilité, usage criminel	Éducation, taxation des plus-values
Monnaies bancaires	JPM Coin	Intégration aux services bancaires	Conflits d'intérêts, exclusion	Interopérabilité obligatoire

4. IMPACTS SYSTÉMIQUES DES MNBC : UNE REFONTE DES ÉQUILIBRES MONÉTAIRES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) ne constituent pas une simple évolution technologique, mais une rupture paradigmatique dans l'architecture monétaire internationale. Leur émergence remet en cause trois piliers fondamentaux : la doctrine monétaire traditionnelle (trilemme de Mundell-Fleming, politique monétaire indépendante), la stabilité du système

financier international (rôle du dollar, équilibres géopolitiques) et le modèle bancaire dominant (intermédiation financière, création de crédit).

Ce chapitre analyse ces impacts à travers une approche systémique, s'appuyant sur les études disponibles (FMI, BIS, BCE) et les scénarios prospectifs. L'enjeu n'est pas seulement technique, mais géostratégique : les MNBC redéfinissent les rapports de force entre États, banques centrales et acteurs privés.

A. Redéfinition des doctrines monétaires : Vers une nouvelle orthodoxie ?

a) Le trilemme de Mundell-Fleming revisité : l'émergence d'un quatrième pilier

Le modèle théorique du [trilemme](#) (un pays ne peut simultanément avoir une stabilité des changes, une autonomie monétaire et une libre circulation

des capitaux) est bouleversé par les MNBC. Celles-ci introduisent une quatrième variable : le contrôle technologique de la monnaie. La Chine utilise, par exemple, le yuan digital pour imposer des limites de conversion en fonction du solde commercial des partenaires. En 2024, l'Iran ne pouvait convertir que 30% de ses yuans digitaux en autres devises, limitant ainsi la fuite des capitaux.

Variable traditionnelle	Impact des MNBC	Conséquences
Stabilité des changes	Possibilité de contrôler les flux de capitaux en temps réel (ex. : limites dynamiques sur les conversions).	Réduction de la volatilité des changes, mais risque de fragmentation monétaire.
Autonomie monétaire	Injection directe de liquidités sans intermédiaire bancaire (ex. : hélicoptère money 2.0).	Meilleure efficacité des politiques monétaires, mais désintermédiation bancaire.
Libre circulation des capitaux	Traçabilité intégrale des transactions transfrontalières.	Lutte contre l'évasion fiscale, mais risque de surveillance massive.
Nouveau paramètre : Contrôle technologique	Programmabilité de la monnaie (<i>smart contracts</i> , conditions automatiques).	Permet des politiques monétaires ciblées, mais complexe la gouvernance.

b) La fin de l'inflation "contrôlée" ? Le défi de la masse monétaire programmable

Les MNBC permettent une gestion algorithmique de la masse monétaire, remettant en cause les modèles traditionnels (ex. : [règle de Taylor](#)). Elles présentent plusieurs avantages : une précision et notamment un ajustement en temps réel des agrégats monétaires (M1, M2) ; une efficacité du fait d'une transmission directe des politiques monétaires aux agents économiques, sans « fuite » *via* les banques commerciales. Ainsi, la Suède envisage d'utiliser l'e-krona pour automatiser les paiements des prestations sociales, réduisant les délais de cinq jours à zéro.

En contrepartie, elles peuvent courir des risques : l'instabilité, car une erreur de programmation pourrait déclencher une spirale déflationniste (blocage des transactions en cas de bug) ou la désintermédiation. Selon une étude de la BIS en 2023, une adoption massive des MNBC pourrait réduire les dépôts bancaires de 20-30%, affaiblissant le système de crédit. Une étude de la Fed montre qu'aux États-Unis, une fuite des dépôts vers un *digital dollar* pourrait réduire les prêts aux PME de 15%.

c) La fin de l'anonymat : Vers une monnaie « panoptique » ?

Les MNBC suppriment l'anonymat du cash, introduisant un paradoxe démocratique :

Aspect	Avantages	Risques
Lutte contre la fraude	Traçabilité des flux illicites (évasion fiscale, blanchiment).	Surveillance de masse (ex. : score social chinois lié aux transactions).
Stabilité financière	Détection précoce des crises (ex. : ruées bancaires).	Censure des transactions (ex. : gel des comptes des opposants politiques).
Inclusion financière	Accès pour les non-bancarisés (via terminaux publics).	Exclusion des réfractaires (ex : ceux qui refusent l'identification biométrique).

En 2023, la PBoC a gelé les comptes en yuan digital de 1 200 citoyens ayant participé à des manifestations, sans décision judiciaire préalable.

B. Impacts sur le système monétaire international : Vers un monde multipolaire ou fragmenté ?

a) La fin de l'hégémonie du dollar ? Scénarios prospectifs

Le dollar représente encore 60% des réserves mondiales (2025), mais les MNBC pourraient accélérer son déclin.

Scénario	Probabilité	Conséquences pour l'euro	Acteurs clés
<i>Statu quo</i> renforcé	30%	Le dollar reste dominant (60% des réserves). L'euro numérique reste marginal (<5%).	États-Unis, Union européenne (inaction).
Bipolarité \$/¥	40%	Le yuan digital devient la 2e monnaie de réserve (20%). L'euro recule à 15%.	Chine, États-Unis (confrontation).
Multipolarité	20%	Dollar (40%), yuan (25%), euro (20%). Équilibre instable.	Union européenne, Chine, États-Unis (coopération).
Fragmentation chaotique	10%	Effondrement du système actuel. Montée des cryptos et monnaies locales.	Acteurs privés (stablecoins), États voyous.

Selon une analyse du [FMI](#) en 2025, si l'euro numérique capte 10% des réserves mondiales d'ici 2030, cela pourrait renforcer la souveraineté européenne (réduction de la dépendance au dollar), mais aussi déclencher des tensions avec les États-Unis... qui pourraient dès lors restreindre l'accès à SWIFT pour les transactions en euros numériques.

b) Stabilité financière : Entre résilience et risques systémiques

Les MNBC introduisent des nouveaux risques systémiques :

- Cyberattaques : Une attaque sur les nœuds de validation de la BCE pourrait paralyser les paiements en Europe pendant 48 heures, avec un

coût de 0,5% du PIB/jour. Avec les MNBC, l'impact serait décuplé. Il serait ainsi estimé à 50-100 milliards € pour l'Union européenne.

- Ruées bancaires numériques : si les citoyens convertissent massivement leurs dépôts en MNBC, les banques pourraient faire face à une crise de liquidité.
- Dépendance technologique : Une panne du réseau électrique européen (ex. : cyberattaque) pourrait rendre les MNBC inutilisables, déclenchant une crise de confiance.

c) Transformation du système bancaire : Vers un modèle « post-intermédiation » ?

Les MNBC pourraient marginaliser les banques commerciales :

Impact	Conséquences	Exemples
Réduction des dépôts	-30% des dépôts (BIS, 2023) → Moins de crédits à l'économie réelle.	Suède : les banques ont perdu 15% de leurs dépôts depuis 2020.
Nouveaux modèles	Les banques deviennent des fournisseurs de services (conseil, gestion).	Swedbank (Suède) facture désormais des abonnements pour l'accès à des services premium.
Concurrence accrue	Les néobanques (Revolut) et Big Tech (Apple) captent les dépôts.	En 2024, 20% des Européens utilisent un compte hybride (banque + fintech).

C. Études d'impact et scénarios prospectifs (2020-2025)

a) Études institutionnelles

Institution	Étude	Principales conclusions
FMI	CBDCs and the Future of Money (2023)	Risque de fragmentation monétaire si les MNBC ne sont pas interopérables.
BIS	Central Bank Digital Currencies (2021)	Les MNBC doivent être complémentaires des systèmes existants (pas substitutives).
Banque de France	L'enjeu de souveraineté (2025)	L'euro numérique pourrait doubler la part de l'euro dans les réserves mondiales (20% → 40%) si déployé avant 2027.
BCE	Digital Euro: A Stocktake (2023)	Risque de désintermédiation bancaire si les limites de détention ne sont pas fixées.
OCDE	Tax Challenges Arising from Digitalisation (2024)	Les MNBC pourraient faciliter la lutte contre l'évasion fiscale, mais nécessitent une coopération internationale.

b) Études spécifiques à l'euro numérique

- Une étude de la [Banque de France](#) de 2024 présente un scénario optimiste selon lequel l'euro numérique pourrait augmenter la part de l'euro dans les réserves mondiales de 20% à 30% d'ici 2030, s'il est déployé avec des fonctionnalités innovantes (*smart contracts*, paiements programmables). Mais aussi un scénario pessimiste : si l'euro numérique est trop restrictif (limites de détention, absence de *smart contracts*), il pourrait ne capter que 5% des transactions, marginalisé par les stablecoins (USDT, USDC).
- La [Commission européenne](#), en 2023, prévoit un impact sur les PME. Une adoption massive réduirait les coûts de transaction de 60%, mais pourrait réduire l'accès au crédit si les banques perdent des dépôts. Mais aussi un impact sur les citoyens : 90% des Européens pourraient adopter l'euro numérique s'il

est aussi simple que les stablecoins, mais seulement 40% s'il est perçu comme trop contrôlé (ex. : limites de détention strictes).

- Selon [Europol](#) en 2025, une attaque réussie sur l'euro numérique pourrait coûter jusqu'à 200 milliards € à l'économie européenne entraînant une paralysie des paiements, voire une perte de confiance. Il recommande de créer une cellule de crise dédiée (type AEUM) avec un budget de 10-15 milliards €/an.

D. Recommandations stratégiques pour l'Union européenne : éviter les pièges, saisir les opportunités

Pour préserver la stabilité monétaire internationale, il conviendrait de coopérer avec le FMI et la BIS pour établir des règles d'interopérabilité entre MNBC (éviter une guerre des monnaies), de limiter les conversions massives entre MNBC pour éviter les crises de change (plafond de

conversion euro numérique-yuan digital) et de créer un fonds de stabilisation (50-100 milliards €) pour intervenir en cas de ruée sur les MNBC.

Afin de moderniser le système bancaire sans le détruire, il serait utile de fixer des limites de détention en euro numérique (ex : 3 000 € par citoyen) pour éviter la fuite des dépôts bancaires, d'obliger les banques à offrir des services hybrides (comptes en euros numériques + crédits traditionnels) et de taxer les transactions spéculatives (ex: 0,1% sur les conversions euro numérique- cryptos).

Pour renforcer la résilience du système, l'objectif serait de créer une « Autorité Européenne d'Urgence Monétaire (AEUM) » avec un mandat clair autour d'une intervention en moins de deux heures en cas de cyberattaque, et des pouvoirs étendus pour geler les transactions frauduleuses. Il s'agirait aussi de développer des nœuds de validation redondants (Islande, Canaries, Allemagne) pour éviter un point unique de défaillance et prévoir un plan B comme une bascule automatique vers SEPA ou le cash en cas de panne prolongée.

Pour faire de l'euro numérique un levier géopolitique, l'Europe devrait promouvoir son adoption dans les échanges avec l'Afrique (zone franc) et l'Amérique latine, le lier aux objectifs climatiques (paiements programmables pour les subventions vertes) et négocier avec les États-Unis pour éviter une guerre des monnaies (accord sur les limites d'utilisation du digital dollar en Europe).

Les MNBC ne sont pas une simple évolution technologique. Elles représentent la plus grande refonte du système monétaire international depuis les accords de Bretton Woods en 1944. L'Europe se trouve à un carrefour :

- Subir la transition : en laissant par exemple le yuan digital dominer les échanges eurasiatiques, ou voir les stablecoins privées (USDT, USDC) capter une part croissante des transactions, ou enfin risquer une crise systémique en cas de cyberattaque ou de panique bancaire.
- Maîtriser la transition : en faisant de l'euro numérique un outil de souveraineté, avec des *smart contracts*, une gouvernance d'urgence (AEUM), et une interopérabilité contrôlée avec les autres MNBC. Il lui importe aussi de réduire les coûts de transaction pour les PME et les citoyens et de renforcer la place de l'euro dans les réserves mondiales (objectif : 30% d'ici 2030).

Le temps des tergiversations est révolu. Elle doit faire un choix entre leadership et marginalisation. Les dés sont déjà jetés. À l'Europe de décider si elle veut être un acteur ou un spectateur de cette révolution monétaire.

L'Euro numérique à l'aube d'un nouveau monde monétaire

Enjeux géopolitiques, blocages institutionnels et feuille de route

SECONDE PARTIE

La première partie de cette étude a établi un diagnostic sans concession : les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) redéfinissent les équilibres géopolitiques et l'Europe, avec son [projet d'euro numérique](#), se trouve à un carrefour historique. Entre la rapidité chinoise, l'hégémonie du dollar et l'agilité des stablecoins privés, l'Union européenne doit passer des principes à l'action.

La seconde partie se concentre les trois questions suivantes :

- Quels sont les blocages institutionnels et géopolitiques qui freinent le déploiement de l'euro numérique ?
- Quels scénarios concrets se dessinent pour 2030, et comment les anticiper ?
- Quelle feuille de route opérationnelle pour transformer l'euro numérique en levier de souveraineté ?

L'enjeu n'est plus de savoir si l'euro numérique est nécessaire, mais comment le déployer pour qu'il devienne un outil de puissance et non un simple gadget technologique.

I. LES BLOCAGES INSTITUTIONNELS ET GÉOPOLITIQUES – POURQUOI L'EUROPE TERGIVERSE ?

A. Les divisions internes : Quand l'Union européenne se saborde

1. Le clash Nord-Sud sur la gouvernance économique : Un conflit de visions irréconciliable ?

Depuis 2023, les négociations sur l'euro numérique révèlent une fracture profonde entre les États membres, opposant deux conceptions radicalement différentes de la souveraineté monétaire. D'un côté, les pays du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Finlande) défendent une approche minimaliste, centrée sur la stabilité financière et le respect des règles budgétaires existantes. De l'autre, les pays du Sud (France, Italie, Espagne) plaident pour un outil ambitieux, intégrant des mécanismes de résilience, de transparence et de lutte contre la spéculation.

Le tableau ci-dessous illustre ces divergences : les pays du Nord, attachés à une orthodoxie budgétaire, bloquent les mesures les plus innovantes (ex. : AEUM, taxe sur les [CDS](#)), tandis que les pays du Sud, confrontés à des défis sociaux et économiques plus pressants (chômage, dette publique), poussent pour des outils plus ambitieux. La Commission, prise entre ces deux feux, propose des compromis minimalistes, qui risquent de rendre l'euro numérique inefficace face aux défis géopolitiques.

Positions divergentes au sein du Conseil (2025)

Groupe d'États	Priorités	Blocages	Exemples concrets
Pays du Nord	- Stabilité financière - Respect des règles budgétaires existantes - Minimiser les risques systémiques	- Opposition à toute taxation des CDS (perçue comme une "ingérence") - Refus d'une Autorité européenne d'urgence monétaire (AEUM) (crainte pour la souveraineté nationale)	- Allemagne : Blocage du registre public des détenteurs de dette (2024) - Pays-Bas : Opposition aux <i>smart contracts</i> (risque de « complexité juridique »)
Pays du Sud	- Souveraineté monétaire - Lutte contre la spéculation - Inclusion financière	- Manque de soutien pour des mesures ambitieuses (ex. : AEUM) - Dépendance aux décisions du Nord pour les questions budgétaires	- France : Proposition d'une taxe sur les CDS (rejetée en 2024) - Italie : Demande de limites de détention plus élevées pour les citoyens
Commission	- Équilibre entre innovation et stabilité - Promotion de l'euro numérique comme outil géopolitique	- Lobbying intense des acteurs financiers (banques, hedge funds) - Lenteur des procédures législatives	- Proposition COM/2023/369 : Compromis minimaliste (pas de mention de l'AEUM) - Consultations publiques : 60% des répondants demandent plus de transparence

Source : Compte-rendu des réunions du Conseil Ecofin (2024-2025), [COM/2023/369](#), Enquête Eurobaromètre (2025).

2. L'opposition des lobbies financiers : quand les intérêts privés dictent la politique monétaire

L'influence des acteurs financiers sur les négociations européennes est un facteur clé du ralentissement du projet. Trois groupes d'intérêts principaux exercent une pression constante sur les décideurs. Le tableau ci-dessous montre comment les intérêts privés façonnent les politiques publiques. Les banques commerciales,

par exemple, craignent une fuite des dépôts vers l'euro numérique (estimée à 15-20% par la BCE), ce qui réduirait leur capacité à octroyer des crédits. Les hedge funds spéculent massivement sur les dettes souveraines européennes *via* des CDS, avec des gains estimés à 15-20% sur les OAT françaises en 2024[1]. Leur opposition à toute régulation (ex. : taxe de 0,1% sur les CDS) a conduit à un statut quo qui coûte 80 milliards d'euros par an aux contribuables européens.

[1] Source : Autorité des marchés financiers

Principaux lobbies et leurs stratégies d'influence (2023-2025)

Acteur	Intérêts en jeu	Stratégies d'influence	Impact sur les négociations
Banques commerciales	- Maintien des dépôts clients - Éviter la désintermédiation - Contrôle des flux de capitaux	- Lobbying direct auprès des ministres des Finances (ex. : lettres ouvertes à la Commission) - Financement d'études mettant en avant les « risques systémiques » des MNBC	- Report des décisions sur les limites de détention - Affaiblissement des propositions sur les <i>smart contracts</i> (perçus comme une menace)
Hedge funds	- Liberté de spéculer sur les dettes souveraines - Accès aux CDS sans restriction	- Menaces de délocalisation (ex. : BlackRock a envisagé de transférer ses activités à Singapour en 2024) - Campagnes médiatiques sur les « dangers de la régulation »	- Blocage de la taxe sur les CDS (proposée par la France) - Absence de transparence sur les détenteurs de dette
Fintechs et Big Tech	- Accès aux données des utilisateurs - Développement de monnaies privées (ex. : stablecoins)	- Promesses d'investissement dans les États membres (ex. : Meta a annoncé un centre R&D à Berlin en 2025) - Partenariats avec les banques centrales (ex. : collaboration entre la BCE et Circle sur les stablecoins)	- Retard dans le déploiement de l'euro numérique (priorité donnée aux solutions privées) - Adoption de normes favorables aux acteurs privés (ex. : interopérabilité obligatoire avec les stablecoins)

Source : Rapports de transparence de la Commission européenne (2024), Études de la BCE sur la désintermédiation (2023), Articles du *Financial Times* sur le lobbying financier (2025)

3. Le retard technologique et réglementaire : une course contre la montre

Alors que la Chine a déployé son yuan digital en trois ans (2020-2023), l'Europe accumule les retards. Le tableau ci-dessous compare les calendriers et les avancées des principaux acteurs. Il met en évidence l'écart croissant entre l'Union européenne et ses concurrents. La Chine a non seulement déployé sa MNBC en un temps record,

mais elle a aussi intégré des mécanismes de résilience (nœuds redondants, cellule de crise) absents du projet européen. La Suède, bien que plus petite, a su innover avec des solutions adaptées à ses citoyens (anonymat partiel, smart contracts). L'Union européenne reste enclavée dans des débats politiques, sans gouvernance d'urgence ni fonctionnalités avancées. Résultat : un risque accru de marginalisation face au yuan digital et aux stablecoins privés.

Comparaison internationale des déploiements de MNBC (2025)

Pays/Zone	Statut (2025)	Délai de déploiement	Gouvernance d'urgence	Fonctionnalités clés
Chine	Déploiement massif (260M utilisateurs)	3 ans (2020-2023)	Cellule de crise intégrée (réaction <2h)	- Traçabilité totale - Intégration avec le système de crédit social - Nœuds redondants (5+ sites)
Suède	Tests grand public (e-krona)	5 ans (2020-2025)	Nœuds de secours hors ligne	- Anonymat partiel (<100 €) - Compatibilité avec les monnaies locales - <i>Smart contracts</i> pour les aides sociales
États-Unis	Phase d'étude (Digital Dollar)	Indéterminé (retards politiques)	Aucune (projet bloqué au Congrès)	- Approche hybride (centralisé + décentralisé) - Focus sur l'interopérabilité avec FedNow
Union européenne	Négociations (proposition COM/2023/369)	7 ans (2023-2030 ?)	Aucune (AEUM rejetée)	- Cours légal garanti - Limites de détention en discussion - Pas de smart contracts prévus

Source : Rapports de la BIS (2025), Études de la Banque de Suède (2024), [COM/2023/369](#).

B. Les pressions externes : Entre le marteau chinois et l'enclume américaine

1. La menace du yuan digital : Une stratégie d'encerclement géoéconomique

Depuis 2020, la Chine utilise son yuan digital comme outil de *soft power*, ciblant spécifiquement les pays en développement et les économies sous sanctions. Pour détailler cette stratégie, le tableau ci-dessous révèle une stratégie systématique de la Chine pour étendre son influence monétaire,

en ciblant les régions où l'Union européenne et les États-Unis sont vulnérables. En Afrique, par exemple, le yuan digital est présenté comme une alternative « sans conditions » aux prêts du FMI, séduisant des pays comme l'Éthiopie ou l'Angola. Pour l'Union européenne, le risque est double : perte de parts de marché (l'Afrique représente 10% des exportations européennes) et affaiblissement de l'euro comme monnaie de réserve. Sans une réponse européenne coordonnée, le yuan digital pourrait devenir la monnaie dominante dans les échanges Sud-Sud d'ici 2030.

Expansion du yuan digital (2020-2025) – Cibles et méthodes

Région/Partenaire	Méthode d'adoption	Bénéfices pour la Chine	Risques pour l'UE
Asie du Sud-Est	- Accords commerciaux bilatéraux (ex. : Thaïlande, Malaisie) - Intégration dans les plateformes de paiement locales (ex. : Alipay)	- Réduction de la dépendance au dollar (30% des échanges Chine-ASEAN en yuan digital en 2025) - Contrôle des flux de capitaux	- Marginalisation de l'euro dans la région - Perte d'influence commerciale
Moyen-Orient	- Paiements pétroliers (ex. : Iran, Irak) - Contournement des sanctions américaines	- Sécurisation des approvisionnements énergétiques - Affaiblissement des sanctions US	- Risque de déstabilisation des marchés énergétiques européens - Pression sur le cours de l'euro
Afrique	- Prêts en yuan digital pour les infrastructures (ex. : Éthiopie, Angola) - Formation des banques centrales africaines	- Création d'une zone d'influence monétaire - Accès aux ressources naturelles	- Concurrence directe avec l'euro dans la zone franc - Risque de dollarisation inverse (remplacement du dollar par le yuan)
Amérique latine	- Accords avec le Brésil (DREX) et l'Argentine - Promotion <i>via</i> les diasporas chinoises	- Pénétration des marchés émergents - Contournement des restrictions américaines	- Affaiblissement des liens commerciaux - Instabilité monétaire dans la région

Source : Rapports du FMI sur les MNBC (2024), Études de la Banque mondiale sur les flux commerciaux (2025), Articles du *South China Morning Post* (2023-2025).

2. L'ambiguïté américaine : entre retard technologique et pression géopolitique

Les États-Unis adoptent une stratégie duale : d'un côté, ils freinent le développement de leur *digital dollar* pour éviter de fragiliser le système actuel ; de l'autre, ils utilisent leur pouvoir sur les infrastructures financières (SWIFT, Fedwire) pour limiter l'expansion des MNBC concurrentes. Les États-Unis jouent un double jeu : ils

retardent leur propre MNBC pour éviter de fragiliser le dollar, tout en sabotant les projets concurrents (yuan digital, euro numérique) *via* des pressions sur SWIFT et un soutien aux stablecoins privés. Pour l'Union européenne, cela crée un dilemme : soit elle accélère le déploiement de l'euro numérique pour profiter de la fenêtre d'opportunité créée par l'immobilisme américain, soit elle subit les règles du jeu imposées par Washington et Pékin.

Stratégie américaine face aux MNBC (2023-2025)

Outils	Actions concrètes	Cibles principales	Impacts sur l'UE
Retard technologique	- Blocage du <i>digital dollar</i> au Congrès (opposition bipartisane) - Financement limité du projet Hamilton (MIT)	- Maintien de l'hégémonie du dollar - Éviter une fragmentation du système financier	- Fenêtre d'opportunité pour l'euro numérique (si l'UE agit vite) - Risque de dépendance prolongée au dollar
Pression sur SWIFT	- Menaces de sanctions pour les banques utilisant le yuan digital (ex. : HSBC, 2024) - Restrictions sur les transactions en euros numériques avec l'Iran	- Limiter l'expansion du yuan digital - Protéger le dollar comme monnaie de réserve	- Obstacle majeur pour la promotion de l'euro numérique hors UE - Risque de rétorsions chinoises (ex. : restrictions sur les exportations de terres rares)
Lobbying financier	- Soutien aux stablecoins privés (USDT, USDC) - Opposition aux MNBC souveraines (via les think tanks atlantistes)	- Affaiblir les projets européens et chinois - Promouvoir les solutions privées (ex. : Circle, Coinbase)	- Concurrence accrue pour l'euro numérique - Pression sur les régulateurs européens pour adopter des normes favorables aux États-Unis

Source : Rapports du Congrès américain sur les MNBC (2024), Études de la Fed sur le digital dollar (2023), Articles du *Wall Street Journal* (2025).

3. La concurrence des stablecoins privés : une menace existentielle pour l'euro numérique ?

Les stablecoins (USDT, USDC) et les cryptomonnaies privées (Bitcoin, Ethereum) captent une part croissante du marché des paiements, notamment dans les économies émergentes. Le tableau ci-dessous montre que les stablecoins ont une avance considérable en termes d'adoption et de simplicité d'utilisation, mais souffrent de risques systémiques

(opacité, volatilité). Les MNBC, en revanche, offrent une stabilité institutionnelle, mais leur déploiement est lent et complexe. Pour l'euro numérique, le défi est double : rattraper le retard en termes d'adoption (*via* des fonctionnalités innovantes comme les smart contracts), et réguler les stablecoins pour éviter qu'ils ne captent définitivement le marché (ex. : obligation de réserves à 100%, interopérabilité forcée avec l'euro numérique). Le tableau compare leur adoption avec les MNBC souveraines.

Comparaison entre stablecoins privés et MNBC souveraines (2025)

Critère	Stablecoins (USDT, USDC)	MNBC (euro numérique, yuan digital)	Avantage comparatif
Adoption (2025)	- 130M utilisateurs (USDT) - 20% des transactions transfrontalières en UE	- 0% (euro numérique non déployé) - 260M (yuan digital)	Avance significative des stablecoins (rapidité, simplicité)
Coûts de transaction	- 0,1-0,5% (vs. 3-5% pour les virements bancaires)	- 0% (si déployé par la BCE) - Mais frais possibles pour les intermédiaires financiers	Avantage aux stablecoins (déjà opérationnels)
Stabilité	- Adossés au dollar (risque de décorrélation, ex. : TerraUSD en 2022)	- Garantis par une banque centrale (ex. : BCE, PBoC)	Avantage aux MNBC (moins de risque systémique)
Transparence	- Opacité (ex. : réserves de Tether non auditées) - Contrôle par des acteurs privés	- Traçabilité totale (risque de surveillance) - Contrôle public	Dilemme : Transparence vs. vie privée
Interopérabilité	- Intégration avec les <i>exchanges crypto</i> (Binance, Coinbase) - Compatibilité avec les wallets privés	- Dépendante des systèmes bancaires traditionnels - Peu de compatibilité avec les cryptos	Avantage aux stablecoins (écosystème plus large)
Régulation	- Peu ou pas régulés (risque systémique) - Sous surveillance accrue (ex. : SEC vs. Circle)	- Cadre légal strict (ex. : proposition COM/2023/369) - Contrôle par les banques centrales	Avantage aux MNBC (sécurité juridique)
Usage géopolitique	- Utilisés pour contourner les sanctions (ex. : Russie, Iran) - Risque de blanchiment	- Outil de souveraineté (ex. : yuan digital pour les paiements pétroliers) - Contrôle des capitaux	Avantage aux MNBC (alignement avec les politiques publiques)

Source : Rapports de la BIS sur les stablecoins (2025), Études de Chainalysis sur les flux crypto (2024), Proposition euro numérique

II. SCÉNARIOS 2030 – QUATRE FUTURS POSSIBLES POUR L’EURO NUMÉRIQUE

A. Une approche systémique et sourcée

Pour anticiper les futurs possibles de l’euro numérique, nous nous appuyons sur des études prospectives comme celles de la BCE : [Digital Euro: Scenarios and Macro-Financial Implications](#) ; du FMI : [The Geopolitics of CBDCs](#) ; et de la Commission européenne : [Impact Assessment on the Digital Euro](#).

Les variables sont, entre autres, la vitesse de déploiement (2027 vs. 2030), le niveau de coopération internationale (Union européenne-

Chine-États-Unis), la régulation des acteurs privés (stablecoins, cryptos).

Les acteurs déterminants sont institutionnels (BCE, Parlement européen, Conseil), économiques (Banques commerciales, fintechs, hedge funds) ou géopolitiques : Chine, États-Unis, pays émergents.

B. Quatre scénarios pour 2030 : entre leadership et marginalisation

Les acteurs identifiés montrent que le succès dépendra avant tout de la capacité de l’Union européenne à surmonter ses divisions internes (Nord vs. Sud) et à résister aux pressions externes (États-Unis, Chine).

Le scénario 1 (Leadership européen) est le seul qui permet à l'Union européenne de renforcer sa souveraineté monétaire, mais il nécessite une volonté politique forte (création de l'AEUM, déploiement accéléré). Il n'est possible que si l'Union accélère ses réformes (AEUM, smart contracts, nœuds redondants, chiffrement post-quantique garantissant la sécurité des transactions) et résiste aux pressions américaines. L'euro numérique capterait alors 30% des réserves mondiales (contre 20% en 2025), grâce à son adoption massive dans les échanges commerciaux avec l'Afrique et son intégration aux objectifs climatiques. Grâce à l'AEUM et aux nœuds redondants, l'Europe résisterait alors à une cyberattaque majeure (similaire à celle ayant paralysé la BCE dans le scénario 4), avec 99,9% des transactions maintenues et un temps de réponse réduit à moins de 2 heures.

Le scénario 2 (Suiveur technologique) est le plus probable (40%) selon les projections actuelles car il reflète l'inertie actuelle de l'Union européenne (blocages politiques, lobbying financier). Il se concrétiserait si l'Union européenne maintenait son rythme de déploiement lent et conservateur, sans oser les réformes structurelles nécessaires : pas de smart contracts, pas d'Autorité (AEUM), et des limites de détention strictes imposées par les pays du Nord. Les lobbies financiers (banques commerciales, hedge funds) et les pressions américaines (via SWIFT et les

stablecoins) auraient alors réussi à neutraliser les mesures les plus ambitieuses. Le yuan digital, déjà adopté par plus de 25 pays (notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est), dominerait alors les échanges commerciaux Sud-Sud, tandis que le dollar resterait la monnaie de réserve incontestée.

Le scénario 3 (Fragmentation interne) surviendrait si l'Union européenne échouait à harmoniser ses règles et laissait chaque État membre déployer sa propre version de l'euro numérique, sans coordination centrale. La crédibilité de l'euro numérique s'effriterait, ouvrant la voie à une polarisation accrue entre États membres et à une perte d'influence face au yuan digital et au dollar.

Le scénario 4 (échec) se matérialiserait si l'Union européenne abandonnait purement et simplement le projet d'euro numérique, ou le déployait dans une version si édulcorée qu'il deviendrait obsolète avant même son lancement. Les causes possibles incluent une cyberattaque majeure paralysant les infrastructures de la BCE, une crise spéculative déclenchée par l'effondrement des *Credit Default Swaps* (CDS) sur les dettes souveraines, ou une pression géopolitique conjointe des États-Unis et de la Chine pour étouffer le projet. Un tel scénario aurait des conséquences catastrophiques, avec un coût estimé à 200-300 milliards € (paralysie des paiements, perte de confiance).

Scénarios prospectifs pour l’euro numérique (2030)

Scénario	Probabilité	Conditions de réalisation	Conséquences pour l'UE	Acteurs clés
1. Leadership européen	25%	- Déploiement en 2027 (vs. 2030 dans le scénario actuel) - Création de l'AEUM (2026) - Intégration des <i>smart contracts</i> et nœuds redondants	- +30% de parts de marché dans les réserves mondiales (vs. 20% en 2025) - Réduction des coûts de transaction de 60% pour les PME - Renforcement de la souveraineté monétaire face au yuan digital	- Allemagne (levée de son opposition) - France/Italie (alliance pour pousser les réformes) - BCE (accélération des tests techniques)
2. Suiveur technologique	40%	- Déploiement tardif (2029+) - Fonctionnalités limitées (pas de <i>smart contracts</i>, pas d'AEUM) - Concurrence accrue des stablecoins (USDT, USDC)	- Marginalisation face au yuan digital (adopté par 25+ pays en 2030) - Dépendance prolongée au dollar - Perte de confiance des citoyens (adoption <30%)	- Blocages persistants au Conseil - Lobbies financiers (opposition aux réformes) - États-Unis (pression sur SWIFT)
3. Fragmentation interne	20%	- Déploiement chaotique (2030+) avec des règles différentes par État membre - Absence de coordination entre la BCE et les banques nationales - Crise de confiance après une cyberattaque majeure	- Adoption inégale (ex. : 80% en Allemagne, 20% en Italie) - Fuite vers les cryptos (Bitcoin, Ethereum) - Instabilité financière (ruées bancaires numériques)	- Pays du Nord (refus de l'AEUM) - Pays du Sud (déploiement accéléré sans coordination) - Médias (couverture négative des crises)
4. Échec et dépendance	15%	- Projet abandonné ou remplacé par des stablecoins privés - Cyberattaque majeure (2028) ou crise spéculative (effondrement des CDS) - Pression géopolitique (États-Unis/Chine)	- Crise de l'euro (perte de statut de monnaie de réserve) - Adoption massive des stablecoins (USDT > 50% des transactions en UE) - Coût économique : 200-300 milliards € (Europol, 2025)	- Hedge funds (spéculation sur la dette européenne) - Big Tech (promotion des stablecoins) - Chine (extension du yuan digital en Afrique)

Source : Scénarios de la BCE (2024), Études du FMI sur la fragmentation monétaire (2025), Rapports d'Europol sur les cyberrisques (2025).

III. FEUILLE DE ROUTE POUR 2026-2030 – DIX ACTIONS PRIORITAIRES

A. Renforcer la résilience et la cybersécurité : un bouclier contre les crises

Ce plan d'action vise à renforcer la résilience de l'euro numérique face aux cybermenaces (coût estimé à 10

milliards €/an par Europol) et aux crises spéculatives. L'AEUM est la pièce maîtresse : sans elle, une cyberattaque pourrait paralyser les paiements pendant 48h, avec un coût de 0,5% du PIB européen par jour (BCE, 2023). Les nœuds redondants et le chiffrement post-quantique sont des garanties techniques pour éviter un scénario catastrophe.

Plan d'action pour la résilience (2026-2027)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
1. Créer l'AEUM	- Autorité Européenne d'Urgence Monétaire (BCE + Europol + ENISA + 3 États membres rotatifs) - Mandat : intervention en <2h en cas de cyberattaque ou crise spéculative	- Parlement européen (vote du règlement) - Conseil (approbation) - BCE (mise en œuvre)	2026	- Budget : 15 Md€/an (financé par une taxe sur les CDS)	- Réduction du temps de réponse aux crises (de 72h à <2h) - Nombre de cyberattaques contenues : +90%
2. Déployer des nœuds redondants	- 3 nœuds supplémentaires (Islande, Canaries, Allemagne) - Architecture décentralisée pour éviter un point unique de défaillance	- BCE (coordination technique) - Banques centrales nationales (mise en œuvre)	2026	- Coût : 500 M€ (investissement initial)	- Résilience testée : capacité à maintenir 99,9% des transactions en cas de panne d'un nœud
3. Chiffrement post-quantique	- Intégration des algorithmes Kyber dans l'architecture de l'euro numérique - Collaboration avec l'Agence européenne de cybersécurité (ENISA)	- BCE (développement technique) - ENISA (audits de sécurité)	2027	- Coût : 200 M€	- Résistance aux attaques quantiques : 100% des transactions sécurisées

Source : Rapport d'Europol sur les cybermenaces (2025), Étude de la BCE sur la résilience des MNBC (2024).

B. Assurer la transparence et la légitimité démocratique

Ces mesures visent à restaurer la confiance dans l'euro numérique, érodée par les scandales financiers (ex. : spéculation sur les dettes souveraines) et le manque de transparence. Le

registre des détenteurs de dette permettrait de limiter la spéculation (coût : 80 milliards €/an pour l'Union), tandis que la taxe sur les CDS générerait des recettes pour financer la résilience. Les audits citoyens, inspirés du modèle islandais, sont une innovation démocratique pour impliquer les citoyens dans la gouvernance monétaire.

Mesures pour la transparence et l'inclusion (2025-2027)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
4. Registre des détenteurs de dette	- Publication annuelle des principaux détenteurs de dette souveraine (hedge funds, États étrangers) - Seuil : détenteurs de +1% du PIB d'un État membre	- Commission européenne (DG ECFIN) - Parlement européen (vote)	2025	- Coût : 50 M€/an (base de données sécurisée)	- Réduction de la spéculation sur les dettes souveraines (-20%) - Transparence accrue : 100% des détenteurs identifiés
5. Taxer les CDS à 0,1%	- Taxe de 0,1% sur les Credit Default Swaps (CDS) - Recettes estimées : 500 M€/an (affectées à la cybersécurité) - Cible : Hedge funds spéculant sur les dettes européennes	- Parlement européen (amendement à MiFID III) - Conseil Ecofin (approbation)	2025	-	- Réduction des gains spéculatifs (-15%) - Financement de l'AEUM : 500 M€/an
6. Audits citoyens	- Panels de citoyens tirés au sort (1 par État membre) pour superviser l'euro numérique - Mandat : 2 ans, renouvelable	- Parlement européen (cadre légal) - Société civile (sélection des participants)	2027	- Budget : 20 M€/an (indemnités, formation)	- Niveau de confiance des citoyens : +30% (enquêtes Eurobaromètre) - Nombre de rapports citoyens intégrés dans les décisions : 80%

Source : Proposition de la France sur la taxe CDS (2024), Étude de Transparency International sur les détenteurs de dette (2025).

C. Faire de l'euro numérique un levier géopolitique

Cette stratégie géopolitique vise à positionner l'euro numérique comme un outil de puissance, en ciblant trois leviers possibles : l'Afrique, un marché clé où

le yuan digital progresse rapidement (ex. : Éthiopie, Angola) ; la transition écologique, possible argument fort pour différencier l'euro numérique des autres MNBC ; le dialogue avec les États-Unis, pour éviter une guerre des monnaies qui affaiblirait les deux camps.

Stratégie géopolitique pour l'euro numérique (2026-2030)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
7. Promotion en Afrique	- Cibler la zone franc (15 pays) pour les échanges commerciaux - Partenariats avec les banques centrales africaines (ex. : BCEAO) - Objectif : 20% des échanges euro-africains en euro numérique d'ici 2030	- Commission européenne (négociations) - Service européen d'action extérieure (diplomatie)	2026-2028	1 Md€/an	- Part de marché de l'euro numérique en Afrique : +15% - Réduction de la dépendance au dollar : -10%
8. Lien avec les objectifs climatiques	- Paiements programmables pour les subventions vertes (ex. : rénovation énergétique, transports propres) - Intégration avec le pacte vert européen - Partenariats avec la BEI	- BCE (développement technique) - Commission (DG CLIMA) (coordination)	2027	Intégré aux fonds existants	- Nombre de projets climatiques financés via l'euro numérique : +50% - Réduction des émissions CO₂ : contribution directe
9. Négociations avec les États-Unis	- Accord sur les limites d'utilisation du digital dollar en Europe - Éviter une guerre des monnaies (ex. : plafonds de conversion euro numérique ↔ digital dollar) - Dialogue transatlantique sur les stablecoins	- Conseil (mandat de négociation) - Commission (représentation)	2025-2026	-	- Réduction des tensions monétaires UE-États-Unis - Stabilité des changes euro/dollar

Source : Stratégie de la Commission pour l'Afrique (2025), Rapports de la BEI sur le financement climatique (2024).

D. Réguler les acteurs privés : éviter la colonisation monétaire

Ce cadre réglementaire est crucial pour éviter que les stablecoins privés (USDT, USDC) ne marginalisent l'euro numérique. Les réserves à 100%

et l'interopérabilité obligatoire sont des mesures inspirées des recommandations du FMI (2024) pour limiter les risques systémiques. Sans cette régulation, les stablecoins pourraient capter jusqu'à 50% des transactions transfrontalières dans l'Union européenne d'ici 2030 (étude de la BCE, 2025).

Cadre réglementaire pour les stablecoins et cryptomonnaies (2025-2026)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
10. Encadrer les stablecoins	- Réserves à 100% (ex. : 1 USDC = 1 dollar en réserve, audité mensuellement) - Interopérabilité obligatoire avec l'euro numérique - Plafonds d'émission (limites par acteur privé)	- Commission européenne (règlement MiCA révisé) - Autorités nationales (AMF, BaFin)	2025	-	- Réduction des risques systémiques (-40%) - Part de marché des stablecoins régulés : +20%

Source : Proposition de règlement MiCA (2024), Étude du FMI sur les stablecoins (2025).

L'Europe a toutes les cartes en main pour faire de l'euro numérique un succès – mais aussi tous les ingrédients pour un échec. Trois priorités s'imposent pour 2026 : d'abord, créer l'AEUM, car sans gouvernance d'urgence, l'euro numérique serait vulnérable aux cyberattaques (coût : 0,5% du PIB/jour) et aux crises spéculatives (ex. : effondrement des CDS) ; puis, déployer les nœuds redondants pour éviter une paralysie du système en cas de panne (ex. : Islande, Canaries, Allemagne) avec un budget initial de 500 M€ ; enfin réguler les stablecoins (révision du [règlement MiCA](#)), car sans cadre strict (réserves à 100%, interopérabilité), les acteurs privés (USDT, USDC) marginaliseront l'euro numérique.

Le temps des demi-mesures est révolu. La Chine a déjà déployé son yuan digital. Les États-Unis préparent leur riposte. L'Europe vient de lancer le 30 octobre la prochaine étape du projet d'euro numérique pour en faire un outil de puissance. Si les colégislateurs adoptent le règlement d'ici 2026, l'euro numérique pourrait être émis courant 2029. Les dés sont jetés.

Patrice Cardot

Retraité du haut appareil d'État en charge des questions européennes

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.